

Rodolphe Dodier

GRÉGUM – UNIVERSITÉ DU MAINE  
ESO – UMR 6590 CNRS

Ce texte est une position de recherche résumant le projet déposé auprès de la région Pays de la Loire dans le cadre de l'appel à projets Sciences humaines et sociales 2005. Ce projet étant retenu et financé à hauteur de 100 000 euros sur trois ans, avec en particulier deux allocations post-doctorales (ce qui représente 75 % du budget), il nous a paru intéressant de le porter à la connaissance de chacun. Il regroupe treize personnes des trois laboratoires ESO de la région Pays de la Loire (le CESTAN à Nantes, le CARTA à Angers et le GREGUM au Mans), ainsi que de deux autres laboratoires nantais, le LAUA (École d'architecture de Nantes), et le CERP3E (Droit).

## I- L'INTÉRÊT DU PÉRIURBAIN

L'espace périurbain est la principale interface entre la ville et la campagne, mais son individualisation est de plus en plus manifeste. Sur son bord interne, la limite avec la ville se caractérise par une discontinuité physique du bâti assez nette. En revanche, on note l'absence croissante de discontinuité sur le plan social puisque ce sont à peu près les mêmes populations qui résident dans les parties les plus extérieures de l'agglomération dense et dans les premières couronnes périurbaines. Du côté de la transition avec le monde rural, la frontière est de plus en plus floue, tant au niveau du continuum dans les paysages que de la composition sociale. Émerge ainsi un espace d'incertitude, aux contours flous, déroutant les mondes scientifiques et institutionnels, exigeant de leur part de réajuster leurs instruments de connaissance et d'action.

À cela, il faut ajouter que le périurbain d'une ville est de moins en moins périphérique dans le sens où il tend dans bien des cas à rejoindre le périurbain d'autres villes, pour former des espaces polarisés par autant de centralités. En interne, cet objet territorial multiple reste encore méconnu puisque les définitions habituelles (Cailly 2003) ne parviennent pas à s'extraire, malgré leur

tentative affichée, d'un système de pensée qui ne le saisit que par rapport à la ville et jamais comme une entité à considérer en tant que telle, parlant notamment de faible diversité ou encore de « gradient » réduit d'urbanité. Il suffit pourtant d'observer la réalité du terrain pour constater au contraire une grande hétérogénéité, notamment entre des couloirs suburbains du « bord de ville » qui commencent à être investis par des catégories sociales relativement aisées et caractérisées par un fort rapport aux centres urbains, les couronnes internes marquées par les catégories moyennes et les valeurs urbaines, et le périurbain lointain dans lequel se concentrent souvent des difficultés sociales avec l'arrivée de populations vulnérables (précarité, faibles qualifications, etc.) dans un contexte de vieillissement des populations déjà présentes et d'une certaine absence des mécanismes de régulations politiques.

L'objet périurbain apparaît donc comme une entité dont il n'est même pas sûr qu'elle ait une cohérence interne, en tout cas qui exige d'ouvrir très concrètement la « boîte noire » des réalités sociales et spatiales que ce mot englobant recouvre.

Or, l'intérêt du périurbain reste lié aux débats qui traversent les recherches sur la ville éclatée : ces espaces seraient-ils endémiques, informes, sans réelle cohésion ? Cette question sérieuse reste pleinement ouverte : assiste-t-on à l'émergence de véritables sociétés autonomes, à la continuité d'un fonctionnement social et économique en osmose avec la ville (Arlaud et al. 2005), ou à d'autres modèles travaillés par des logiques qu'il importe d'élucider ?

Il est certain que cet espace est actuellement traversé par de multiples tensions qui correspondent aux enjeux de nos sociétés futures. Le chantier de leur connaissance fine a pour objectif d'éclairer le monde de l'action qui doit répondre à ces questions et à réfléchir à la construction de nouvelles solidarités.

Ces tensions sont les suivantes :

- Contradictions entre des choix résidentiels revendiqués par certains habitants et les contraintes imposées par le fonctionnement du marché foncier et immobilier,

(\*) Texte de synthèse réalisé à partir des contributions de Jean-René Bertrand, Jacques Chevalier, Laurent Devisme, Marc Dumont, Sébastien Fleuret, Arnaud Gasnier, Vincent Hervouet, François Madoré, Jean-François Struillou, Vincent Veschambre, participant à ce contrat de recherche

- Relations avec la (les) ville(s) oscillant entre attraction par les équipements et la vie sociale et répulsion ou *a minima* rejet plus ou moins explicite des valeurs urbaines;
- Oppositions entre des attentes d'offre urbaines (services, écoles, commerces, culture, etc.) et le rejet d'équipements collectifs faisant surgir des conflits de type NYMBY et des conflits liés à l'utilisation du sol;
- Tensions internes aux sociétés locales entre des pratiques de développement social souvent liées au monde associatif et la tendance au repli sur soi ou sur le logement;
- Contradiction entre retour à la nature sous-tendu par une certaine « éthique » environnementale et pollution individuelle générée par le tout automobile;
- Difficultés individuelles à articuler éloignement de la ville, source de régénération, et mobilité intense mal vécue, surtout lorsqu'elle n'a pas été anticipée;
- Tensions entre adhésion à la construction de nouveaux territoires et sentiment d'oubli qui se traduit dans des attitudes de repli, parfois exprimées politiquement (vote en faveur de l'extrême-droite).

L'image négative du périurbain repose parfois sur des bases objectives, car cet urbanisme éclaté apparaît comme un contresens au regard des objectifs du développement durable. Cette forme d'urbanisation concourt à un gaspillage d'espaces, à une dégradation paysagère, ainsi qu'à une dispersion des équipements publics et des services, fort coûteuse pour les collectivités locales, tout en renforçant les pollutions occasionnées par l'automobile. C'est aussi le fait de représentations négatives reproduites par le monde de la recherche fondamentale, le plus souvent urbaine, qui débouche sur une forme de stigmatisation de ces espaces comme contre-archétypes des "bonnes pratiques" de développement durable. En ce sens, si l'on peut contester cette vision schématique liée à cette question du "développement durable", cela n'en pose pas moins une question importante concernant ces espaces résultant de bifurcations majeures intervenues dans les formes d'urbanisation qui ont affecté l'ensemble des espaces européens. Quelle dynamique à la fois politique et sociétale est envisageable dans ces territoires marqués par une parcellisation et un indéniable flottement de l'action publique? Quels modèles de sociétés s'y construisent ou pourraient s'y construire? Plus profondément, quelles manières d'habiter y sont inventées, et comment ces

manières d'habiter qui reconnaissent aux individus le rôle d'acteurs spatiaux à part entière, interpellent-elles les différents dispositifs d'action publique, existants ou à mettre en place?

Comme l'annonçait H. Lefebvre dès la fin des années 1960 (Lefebvre, 1968), l'urbanisation généralisée met à mal les solidarités traditionnelles, rendant nécessaire la construction de nouvelles solidarités sociales et territoriales. L'espace périurbain est par excellence celui où a pu se déployer une certaine idéologie du refus de la ville et se déployer les manifestations de l'individualisme en matière d'habiter. Dans le même temps la périurbanisation correspond aussi à l'éloignement de certaines catégories de population par le jeu du foncier. Cet espace périurbain matérialise ainsi un certain nombre d'évolutions sociales (montée des inégalités, de l'entre soi) et peut être pensé comme l'une des manifestations des processus de ségrégation. Les enjeux du « vivre ensemble » et du « faire société » sont particulièrement exacerbés dans ces espaces périurbains, ce qui incite à articuler les analyses en terme de construction identitaires, territoriales et de renouveau de l'action publique.

Jusqu'à présent, les regards scientifiques portés sur ces espaces les ont décrits soit à partir d'approches très statistiques, soit sous un angle plus politique, soit sous leurs aspects morphologiques ou encore au niveau des pratiques sociales des résidents. C'est moins la faiblesse de chacun de ces axes que l'on peut regretter, que l'absence d'une réelle réflexion visant à articuler entre elles ces différentes dimensions et surtout à les raccorder aux différents problèmes politiques et sociaux qu'elles soulèvent, que ce soit en termes de solidarité, d'identité, d'optimisation des dispositifs institutionnels. On est en présence avec le périurbain d'un véritable enjeu de société qui exige que l'on dépasse le seul fait d'en réaliser le constat.

## II- ARTICULER L'HABITER PÉRIURBAIN ET LES RÉGULATIONS

L'objectif du projet de recherche est donc de contribuer à la connaissance de ces espaces de troisième type et d'engager une réflexion de fond sur l'avenir des espaces périurbains, en orientant pour cela le travail de recherche autour de trois axes principaux:

- Les stratégies résidentielles et les nouvelles formes d'habitat;

- Les comportements et les pratiques spatiales : habiter le périurbain ;

- La recomposition des formes de régulations sociales, juridiques et politiques.

De façon spécifique, dans les Pays de la Loire, il existe un espace périurbain bien identifiable autour des villes de toutes tailles, non seulement autour des métropoles régionales, des villes intermédiaires et des villes moyennes, mais aussi autour de plus petites villes. Il existe également un large espace rural non polarisé au sens INSEE du terme (par référence aux aires urbaines), même si la distance à l'urbain n'est jamais très élevée, avec un continuum de situations intermédiaires qui rendent la région particulièrement intéressante à étudier, permettant notamment de mieux isoler le rôle de la taille urbaine dans les différents processus et de mettre en place une démarche comparative à une échelle fine.

### **Les stratégies résidentielles et les nouvelles formes d'habitat**

L'étalement périurbain est d'abord une conséquence de la rencontre entre la transformation de l'expression de la demande en logements des ménages et une politique d'offre de financement (essor du crédit immobilier et mise en place d'une politique publique en faveur de l'accession grâce au Prêt aidé à l'accession à la propriété, PAP, puis au Prêt à taux zéro, PTZ). Toutes les recherches conduites sur le périurbain ont bien montré que cet essor de la périurbanisation est associé à l'évolution du cycle familial et patrimonial des ménages, en particulier au double souhait de posséder un plus grand logement lorsque la famille s'agrandit et de devenir propriétaire d'une maison individuelle. La dynamique d'accession à la propriété est donc le fruit de la rencontre entre la diffusion d'une norme sociale de type conservatrice (Bourdieu et Saint-Martin, 1990) par le biais d'un modèle dominant et rencontre avec les besoins profonds des habitants (Haumont, 1966-2001). Cette osmose est tout particulièrement à l'œuvre dans l'Ouest de la France où « l'attrait de la pierre et de sa propriété ; le sens de la famille et de la transmission du patrimoine » (Allain, 1992) étaient historiquement des valeurs fortes. C'est donc parce qu'une politique d'offre a rencontré avec bonheur une attente des ménages que les Français ont pu accéder en grand nombre à la propriété d'une maison individuelle.

De plus, les lotissements standards ne couvrent plus l'essentiel de la production résidentielle périurbaine. On observe une multiplication des segments de l'offre immobilière (fermettes rénovées, pavillons contemporains sur grandes parcelles, réhabilitation des petites maisons de bourgs), ce qui conduit à une grande diversité sociale. Les analyses en termes de gentrification rurale (Raymond, 2003), mais aussi les inquiétudes sur l'apparition de populations en proie à d'importantes difficultés financières, notamment dans le périurbain lointain (surendettement, précarisation de l'emploi, etc.), renvoient à la montée de l'hétérogénéité sociale dans le périurbain.

D'autre part, face au mouvement de prise de conscience des effets négatifs de l'étalement urbain dans le cadre du développement durable, des expérimentations sur de nouvelles formes d'habitat sont réalisées, réactualisant des formes plus denses que le pavillonnaire, accrochant mieux les nouvelles constructions aux espaces existants, diffusant des formes alternatives d'habiter ou de construction moins consommatrices en énergie. Ces formes nouvelles ne mobilisent pas n'importe quels acteurs, ne sont pas présentes dans n'importe quels types d'espace, mais certaines couronnes du périurbain sont justement des lieux privilégiés de cette expérimentation. Quel avenir pour le modèle de la maison individuelle isolée face à la hausse du coût des transports individuels, à la nécessité de maîtriser l'étalement urbain et à la montée du concept de la re-densification urbaine ?

D'où l'intérêt d'interroger de nouveau les choix de résidence des populations périurbaines, les primo-accédants en pavillonnaire comme les ménages ayant une mobilité résidentielle vers ou depuis le périurbain (avec notamment des mouvements de retour vers la ville qui sont plein d'enseignements sur la perception du périurbain), pour mieux comprendre comment s'effectue l'arbitrage entre d'un côté le choix d'un type d'habitat, d'un mode de vie à un moment donné du cycle familial des ménages et, de l'autre, des contraintes économiques ou financières accrues dans un contexte de plus grande vulnérabilité sociale. Il faut également revenir sur la dimension spatiale de la stratégie résidentielle des ménages, des proximités relatives et des représentations différenciées selon les catégories sociales intervenant dans ces arbitrages. Cette ré-interrogation est d'autant plus salutaire qu'elle s'inscrit dans un contexte renouvelé, celui de la ville polynucléaire.

### **Les comportements et les pratiques spatiales : habiter le périurbain**

Le schéma de mobilité quotidienne des ménages a été profondément modifié au cours des dernières décennies en France, en raison de la dissociation croissante entre lieu de résidence et lieu de travail. C'est l'ensemble des pratiques spatiales qui se trouvent modifiées par ce découplage relatif entre résidence et emploi, tout particulièrement pour les habitants du périurbain lointain qui sont au cœur de ce processus de dissociation. Ce mouvement contrasté alimente tout un discours et de nombreux écrits sur la ville, dont la floraison de néologismes traduit la difficulté de conceptualisation aujourd'hui, qu'il s'agisse de la « métropole » (Ascher, 1995), de la « ville émergente » (Chalas et Dubois-Taine, 1997) ou encore de la « ville éclatée » (May et al. 1998). Le contexte de la ville desserrée est celui d'un déphasage croissant entre résidence et circulation, entre logiques de flux et logiques territoriales et cette phase pose de redoutables questions quant à une morphogenèse qui n'entretient plus sa matrice. Cet enjeu quant à la dynamique des formes habitées suppose de réinterroger quelques théories de la forme urbaine émanant de disciplines préoccupées de la question spatiale, à partir de fenêtres différentes (géographie, urbanisme, architecture, sociologie...).

Il paraît également essentiel de ne plus se cantonner à la seule prise en compte de la mobilité pensée de plus par rapport au seul lieu de résidence pour viser à comprendre l'habiter des périurbains (Lévy 2004), au sens de leur manière d'être au Monde par l'espace (Hoyaux 2002) intégrant donc l'ensemble de leurs pratiques spatiales (Stock 2004) et les représentations des périurbains, depuis la sphère domestique jusqu'à l'inscription dans l'aire périurbaine (Pinson et Thomann 2002). Entrer dans la question de l'habiter, c'est reconnaître la contribution des individus comme acteurs de l'activité de qualifications des espaces et pas uniquement leur attribuer un rôle passif, voire « destructeur », tout en tenant compte des contraintes pesant sur les individus. C'est centrer l'attention sur ce qui contribue à faire émerger le périurbain comme « contexte habité », travaillé par les logiques spatiales des pratiques individuelles et traversé par leur système de qualifications.

Première composante fondamentale de cet habiter périurbain : les mondes de référence de l'individu, qui laissent entrevoir trois échelles principales : un repli sur

le logement sans doute plus caractéristique d'un type de ménage (familles avec enfants) que du type d'espace, un rapport à la commune périurbaine qui oscille entre fort sentiment identitaire (le mythe du village rural convivial) et instrumentation comme simple commune-dortoir, enfin un rapport à la ville variant entre attraction et répulsion. L'analyse de l'habiter périurbain montre donc la variété des composantes de leur identité spatiale, composantes qui doivent être prises au sérieux et interpeller l'action publique.

C'est donc l'ensemble des pratiques sociales et spatiales qu'il importe de saisir, pour tenter à la fois d'identifier et de restituer l'émergence de systèmes de mobilités circulatoires : mobilités liées au travail, avec l'instabilité croissante parfois liée à la précarisation ; mobilités liées aux études, avec des problèmes spécifiques aux grands adolescents notamment dans le périurbain lointain ; mobilités liées aux pratiques de chalandise, notamment avec l'émergence de centralités périurbaines ludo-commerciales, mobilités liées aux loisirs, etc. Cela permet aussi de montrer l'individualisation croissante des pratiques spatiales et la difficulté à traduire l'éclatement des espaces de vie et leur nature réticulaire.

Cette prise en considération des pratiques sociales est d'autant plus indispensable qu'elle s'inscrit dans une absence plus large d'anticipation des coûts liés à cette mobilité (Baudelle et al. 2004) qui risquent de croître (hausse du prix du pétrole), la dépendance à l'automobile restant sans alternative vraiment crédible pour le moment.

D'autres types de comportements qu'il importe d'explorer seraient également à même de caractériser l'émergence d'un habiter périurbain spécifique : rapport au déplacement, au tourisme, aux loisirs, sensibilisation plus forte aux thématiques environnementales, à la patrimonialisation... À l'urbanité décrite par les sociologues comme manière d'être, mode de vie spécifique à la ville, ne correspond-elle pas aussi des formes de citoyenneté propres aux mondes périurbains ? En même temps que l'on assiste à l'éclatement des repères et des pratiques de l'espace, se manifestent des formes de « vivre ensemble » et des aspirations à l'ancrage spatial à travers le tissu associatif. Le dynamisme associatif est particulièrement accentué dans le domaine du patrimoine, où le besoin d'ancrage et de légitimation des périurbains trouve à se manifester (Saez et Glevarec 2002). Dans leur travail sur la villa

périurbaine, certains ont montré toute l'importance des « hauts lieux » comme ressources en matière d'intégration et de construction identitaire (Pinson, Thomann, 2002). Mais on peut faire l'hypothèse que les inégalités sont grandes du point de vue des capacités à s'approprier ces ressources symboliques à caractère patrimonial et paysager.

Deux hypothèses nous semblent donc à explorer pour compléter les apports des travaux antérieurs :

La première est que les pratiques citadines mises en œuvre par la population périurbaine, à travers l'effet de mobilité à destination du pôle urbain, s'accompagnent d'un processus de « périphérisation » des modes de vie, autrement dit d'une fréquentation plus portée vers les polarités périphériques que vers le cœur de la ville, par comparaison avec celle des habitants des pôles urbains. Ces pratiques tendraient donc vers une autonomisation des périphéries.

La seconde hypothèse est que ce rapport à l'espace urbain reste toujours guidé pour partie par une recherche de la proximité, qui implique soit un ancrage dans la commune de résidence, soit la mise en place de proximités relatives formant des sous-bassins de vie organisés à partir de polarités secondaires.

### **La recomposition des formes de régulations sociales, juridiques et politiques**

Les résultats du référendum sur la constitution européenne du 29 mai 2005, ainsi que ceux de la présidentielle de 2002, ont fait nettement apparaître que désormais, la différence se jouera dans les espaces périurbains. C'est moins ce constat, qui n'est d'ailleurs pas totalement nouveau, qui est frappant, que l'inertie dont il a pu être suivi, inertie qui a sans doute contribué à ancrer des formes de stigmatisation tout en laissant béantes les questions ouvertes par les résultats de ces votes. Il y aurait désormais comme un « fait acquis », celui de l'inéluctable montée du vote de repli (en faveur de l'extrême-droite, en direction du repli) dans le périurbain lointain, qui vient renforcer la disqualification de ces territoires. Et pourtant, c'est bien la question des formes de régulation, c'est-à-dire de la production des structures d'organisation à la fois sociale et politique dans ces espaces que ce type d'événement pose directement, tout en révélant des processus de paupérisation et de mise à l'écart de populations socialement fragilisées (Rougé 2005).

Certaines régulations fonctionnent en effet à une échelle fine, celle de la commune par exemple, d'autres à des échelles intermédiaires, d'autres enfin à l'échelle du bassin de vie, de la région urbaine ou métropolitaine.

La régulation strictement institutionnelle par le politique est sans doute aujourd'hui en partie déficiente malgré la proximité de l'échelon communal, qui est amené à ne gérer que les aspects les plus quotidiens alors que les véritables enjeux sociaux, économiques ou environnementaux échappent souvent à son contrôle. Les échelons intermédiaires, intercommunalité et pays en voie de construction, semblent abstraits, échappant d'ailleurs à l'expression citoyenne la plus élémentaire, celle du suffrage universel direct, alors que leurs compétences sont de plus en plus élargies. Les départements ou les régions paraissent déjà lointains et la multiplication des échelons nuit à leur visibilité par les citoyens. S'ajoute à cela un sentiment de mise à l'écart (Oblet 2005), notamment dans le périurbain lointain, alimenté par le retrait progressif des services publics dans un contexte où chaque échelon politique tend à se défaire vers l'échelon supérieur (« on ne peut rien faire, c'est une compétence de... »).

La perte de pertinence des formes institutionnelles classiques de régulation, leur décrochage avec leur espace légitime conduit à la multiplication des formes parallèles visant à recomposer les structures d'organisation. La régulation prend donc de nouvelles formes, plus labiles et sur des temporalités courtes, apparaissant de manière privilégiée à l'occasion de conflits, avec la mise en place de collectifs et d'associations qui engendrent de nouveaux rapports entre élus et « société civile », jouant et interférant sur les différents niveaux politiques. Ces conflits portent souvent sur des aspects de qualité de vie (installation d'infrastructures de transports, pratiques d'épandage agricole ou de boues d'épuration, implantation d'incinérateurs, etc.). La population du périurbain se retrouve donc confrontée à des « externalités » du monde urbain qui sont contradictoires avec la recherche d'aménités environnementales. Plusieurs études ont aussi mis en lumière les effets négatifs qu'engendre le recul des espaces agricoles et naturels en zone périurbaine. Sur ces espaces, du fait de la pression urbaine, les milieux naturels ou encore l'activité agricole peuvent être compromis par la réduction des surfaces naturelles et par le renchérissement du prix de la terre, ce phénomène



étant porteur de conflits entre les différents utilisateurs du sol, agriculteurs, résidents, industriels et, de plus en plus, collectivités locales.

Il est par ailleurs incontestable que les formes de régulation sociale par le religieux ont fortement régressé sans épargner la France de l'Ouest. Pratique religieuse quasi inexistante in situ, catéchèse délicate correspondent d'ailleurs à des inquiétudes des diocèses catholiques. C'est là un des aspects souvent peu souligné des implications du phénomène d'individuation de la religion et de ses « bricolages individuels » (Hervieu-Léger, 1993). Pourtant, on voit progressivement s'y substituer une série d'innovations, celles d'équipes de laïcs pour joindre les ménages, par exemple.

Les habitants du périurbain sont confrontés à de multiples découpages (carte scolaire distincte des intercommunalités, réseaux associatifs, nouveaux territoires de santé ou d'action gériatologique, regroupements de paroisses etc.) dans lesquels ils ne se retrouvent pas nécessairement. La question des solidarités sociales et territoriales, dans un contexte de nouvelle décentralisation et d'émergence de nouveaux territoires (généralisation de l'intercommunalité, pays et leurs nouvelles compétences, nouveaux schémas départementaux, action renforcée de la région, etc.) se pose avec force.

On peut donc poser l'hypothèse d'une discordance entre l'habiter périurbain tel qu'il se profile aujourd'hui dans toutes ses figures et la gouvernance des territoires aujourd'hui mise en œuvre, au sens de la gouvernabilité des territoires périurbains. Ce décrochage interpelle vivement le champ politique : quelles sont les échelles optimales, les modes d'actions sur la distance les plus à même de répondre aux enjeux de la production des solidarités sociales, économiques ou écologiques ? Alors que certaines collectivités travaillent à développer une « conscience d'agglomération », ne serait-il pas parfois nécessaire de réfléchir à développer une conscience de bassin de vie, en matière de régulation des ségrégations sociales, d'accès aux services, de compétition économique ou encore de problèmes environnementaux. Comment les régulations à l'échelle métropolitaine peuvent-elles également s'articuler avec des échelles plus fines, celles des proximités relatives, sans pour autant concevoir cette proximité comme une solution magique ?

### III- MÉTHODOLOGIE

Sur ces différents axes, la méthodologie utilisée est variée car nous croyons à l'enrichissement mutuel des méthodes quantitatives et qualitatives. Des traitements quantitatifs des matrices de mobilité résidentielle (source INSEE, disponible notamment selon la PCS, l'âge, le type d'activité, le type de logement, etc.) seront ainsi effectués, de façon à construire un modèle des mobilités résidentielles selon les situations sociales dans les différentes aires urbaines de la région Pays de la Loire, qu'elles soient de grande, moyenne ou petite taille. Dans le même esprit, des traitements quantitatifs des matrices de mobilité domicile-travail et domicile-lieu d'étude (source INSEE) devraient permettre d'aborder certains types de comportements avec une base solide de comparaison.

Il est également prévu de faire des enquêtes par questionnaire auprès des ménages dans différents sites de la région choisis pour leur représentativité (distance au centre, composition sociale, autour de villes de tailles variées – Nantes, la métropole régionale – Le Mans et Angers, les villes intermédiaires – La Roche-sur-Yon comme ville moyenne – un panel de petites villes). Une dizaine de communes périurbaines sont envisagées, de façon à faire une sorte de coupe dans les auréoles suburbaines et périurbaines pour préciser les déterminants des migrations et des mobilités ainsi que les pratiques spatiales des populations. La faible part de crédits de fonctionnement nécessite cependant de trouver des financements complémentaires pour la mise en place de cette enquête.

Des entretiens approfondis seront également menés dans les mêmes sites ou d'autres de même nature, qui seuls permettront de comprendre les processus conduisant aux arbitrages en matière résidentielle et de mettre en évidence l'émergence de nouvelles formes d'habiter. Un suivi de ménages sur une semaine-type sera mis en place, avec l'utilisation des cartes mentales et d'une cartographie individuelle (« cartes-individus ») : à partir du moment où l'on considère que l'espace des individus n'est plus celui des découpages institutionnels, qu'habiter ce n'est pas seulement se déplacer, ou vivre chez soi, cette question pose un lourd enjeu de représentation cartographique. L'objectif est donc de contribuer à renouveler des modes classiques de représentations des logiques spa-

tiales, d'engager à grande échelle une « cartographie de l'habiter ».

Enfin, quelques autres pistes sont envisagées, notamment:

- Engager une réflexion critique sur la cartographie des différents découpages impliquant le périurbain, réaliser une généalogie des catégories utilisées dans l'action publique (sociales, juridiques, géographiques et para-géographiques) en vue d'évaluer leurs effets, travailler à la production d'un instrument de mesure de l'accessibilité aux services dans le périurbain;

- Analyser les contenus de projets territoriaux (chartes de pays, communauté de communes « rurales » fortement teintées de périurbain, documents d'urbanisme, etc.), en les complétant par des entretiens auprès des acteurs politiques.

Sur chacun de ces points, une comparaison avec des recherches parallèles menées dans d'autres pays développés (autres pays européens, notamment la Suisse, et ailleurs) sera également conduite, pour se décentrer et bénéficier des effets de miroir. Cette démarche est indispensable pour faire apparaître d'autres logiques éventuelles propre aux pratiques résidentielles, aux autres pratiques spatiales, à des formes différentes de régulation politique.

## Conclusion

Le but de ce projet de recherche est donc de contribuer à mettre en évidence des évolutions sociales et spatiales qui nous semblent porteuses de sens au-delà des espaces périurbains, traduisant à la fois la mise en place de nouvelles solidarités et les tentations de l'isolement social.

Améliorer la connaissance du rôle de l'espace périurbain dans les stratégies résidentielles des ménages par une analyse fine des mobilités et des processus de décision devrait permettre de construire des modèles de structuration des flux résidentiels selon le contexte urbain, du métropolitain à la petite ville, de façon à montrer les différences de dynamiques sociales et territoriales et les nouvelles traductions des processus de montée des inégalités et de l'entre soi. Des formes nouvelles d'habitat se développent et jouent un rôle dans le déploiement de la notion de développement durable dans les espaces périurbains. Avec quel effet sur ces stratégies résidentielles?

Il est également nécessaire d'analyser l'habiter

périurbain en prenant en compte l'ensemble des pratiques spatiales de façon à mettre en évidence à la fois l'émergence d'un nouveau mode de relation à l'espace, la permanence de certains référents et l'individualisation croissante des pratiques. Nous espérons ainsi contribuer au renouveau épistémologique autour de la question de l'habiter.

Enfin, il s'agit d'arriver à mieux comprendre les conséquences de la refonte des territoires par le développement de l'intercommunalité et la LOADT. On sait par exemple que des décalages importants existent entre les besoins de services des populations périurbaines (liés à leurs pratiques) et l'offre existant réellement. Cela pose la question de l'échelle pertinente à laquelle les compétences liées aux politiques publiques doivent se situer mais interpelle aussi sur la façon dont les modes de régulations qui n'émanent pas des politiques publiques (associations, etc.) interviennent. Le rôle des mouvements citoyens, notamment au travers du phénomène NIMBY est partiellement connu, mais on sait mal évaluer ses conséquences sur les mécanismes de régulation sociale.

De nouvelles façons de « faire société » et de « vivre ensemble » sont donc en train d'émerger dans ces espaces atypiques et nous espérons pouvoir contribuer à leur connaissance.

## Références bibliographiques

- ALLAIN R., 1992, *La Maison et la Ville en Bretagne*, Thèse d'État, Rennes II, 1348 p.
- ARLAUD J. et Royoux (dir) 2005, *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, PUR, 506 p.
- ASCHER, 1995, *Métapolis, ou l'avenir des villes*, Éditions Odile Jacob, 346 p.
- Baudelle G., Darris, Ollivro J. Pihan J., 2004, Les conséquences d'un choix résidentiel périurbain sur la mobilité: pratiques et représentations des ménages, *Cybergéo* N° 287, 17 p.
- Bourdieu P., de Saint-Martin, 1990, Le sens de la propriété, *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 81-82, p. 52-64
- Cailly, 2003, « Périurbain », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p. 706-708.

- CHALAS Y. et DUBOIS-TAINE 1997, *La ville émergente*, Éditions de l'Aube.
- HAUMONT A., DEZES, HAUMONT B., RAYMOND, 2001, *L'habitat pavillonnaire*, L'Harmattan, 114 p., 1<sup>re</sup> édition 1966, CRU.
- HERVIEU-LÉGER, 1993, *La religion pour mémoire*, Cerf.
- HOYAUX, 2002, Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant: introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter, *Cybergéo*, n° 102, 18 p.
- LEFEBVRE, 1968, *Le droit à la ville*, Anthropos, 166 p.
- LÉVY J. et al. (dir) 2004, *Échelles de l'habiter*, Université de Tours-SCALAB, 335 p.
- MAY, VELTZ, LANDRIEU, SPECTOR (dir), 1998, *La ville éclatée*, Editions de l'Aube, 350 p.
- OBLET, 2005, *Gouverner la ville*, collection le Lien social, PUF, 320 p.
- PINSON M., THOMANN, 2002, *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, l'Harmattan, collection villes et entreprises.
- RAYMOND, 2003, *Du retour à la nature au retour à la campagne, migrants et recompositions territoriales*, thèse Université Toulouse-Le Mirail.
- ROUGÉ L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain. Les « captifs » du périurbain ?* Thèse Université Toulouse-Le Mirail, 381 p.
- SAEZ G. et GLEVAREC 2002, *Le patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, 412 p.
- Stock 2004, *L'habiter comme pratique des lieux géographiques*, EspacesTemps.net, <http://espaces-temps.net/document1138.html>